



mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Septembre 2019, n°77

Droits et devoirs : nos démocraties en errance ...



Information.tv5monde.com

Le dernier G7 qui s'est tenu à Biarritz avait fait l'objet de sombres prédictions et d'alerte maximale face à des risques invoqués d'affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre. Une armada de juristes (on a parlé de 200) s'étaient déjà préinstallés sur site à l'affût des "dérapages" pouvant survenir. On a pu craindre, un instant, que leur accompagnement médiatique relèguerait en second plan le travail

politique entre les chefs d'Etat réunis à cette occasion. Dans la réalité, il n'en a rien été, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Quelques jours auparavant, Vladimir Poutine avait été reçu au fort de Brégançon par Emmanuel Macron. Rappelons que la Russie est exclue du G8 depuis son annexion de la Crimée et que Moscou connaît des manifestations régulières depuis la mi-juillet. L'un de ses leaders a connu une mystérieuse hospitalisation lors de son emprisonnement. Sans état d'âme, le président russe n'a pas craint de retourner la situation face à son homologue français lui faisant remarquer que « *les manifestations ne se passaient pas qu'en Russie* », se permettant même d'ajouter qu'il « *ne souhaitait pas de situation similaire aux gilets jaunes* ». Par cette pirouette, il le dédouanait à peu de frais des questions de police intérieure et extérieure qui pouvaient lui être reprochées. Ces "récupérations" politiques venant de dirigeants faisant si peu de cas de la démocratie ne font que renforcer le constat que les valeurs qui la fondent sont actuellement bien fragilisées.



Ici.fr

Les nouvelles formes d'affrontements civils qui progressent de façon inquiétante dans notre pays depuis quelques années témoignent, elles aussi, des crises qui traversent nos repères de valeurs qui fondaient jusqu'alors notre équilibre républicain. Elles opposent des citoyens revendiquant une totale liberté d'expression de leurs droits face à des forces de police exerçant la mission de maintien de l'ordre qui leur est confiée. Une revendication toujours plus absolue de libertés des modes d'expression et d'action accompagne régulièrement une dénonciation des pratiques policières qui leur sont adressées. La mort de Steve Maia Caniço lors de la dernière fête de la musique à Nantes en a constitué un tragique exemple : Gérard Dorival le développe ci-dessous.

Le citoyen est ainsi pris régulièrement à témoin de scènes où droits des citoyens et droits des forces de l'ordre s'opposent dans de stériles affrontements en miroir, chacun revendiquant la propre légitimité de ses actes. Ces manifestations font fi le plus souvent des réglementations et regroupent des « gilets jaunes » et des « black blocs », chacun ne revendiquant ni les mêmes motivations, ni les mêmes intérêts. Ces rassemblements s'accompagnent quasi invariablement de destruction de mobiliers urbains privés ou publics et de jets de projectiles divers jetés sur les forces de l'ordre. En retour, les fonctionnaires utilisent les divers moyens dont ils disposent pour l'exercice de leur fonction, ce qui entraîne parfois de graves dommages physiques. L'impunité de leurs actes des manifestants est souvent revendiquée comme un droit naturel. Le procès d'illégalité est systématiquement adressé aux seconds en cas de débordements. Les médias diffusent, à cette occasion, des cortèges d'images et de témoignages laissant le citoyen totalement impuissant et perplexe. Ils lui renvoient l'impression anxiogène d'un pays au bord de la guerre civile gouverné par des dirigeants incapables de faire respecter la tranquillité sociale et le respect des biens communs, voire mus par des forces totalitaires. Aux violences diffusées en boucle se superposent des commentaires journalistiques et politiques souvent timorés, sinon complaisants, sur fond de récupérations grossières ou irresponsables.

La voie de la sagesse paraît pourtant simple. Elle consisterait à se référer aux simples valeurs basiques de notre « contrat social » républicain, constitué de lois et de réglementations fixées dans le cadre du jeu démocratique de nos institutions représentatives. Tout citoyen est tenu de s'y soumettre tant qu'elles ne

sont pas modifiées. S'il les transgresse, il doit en assumer la responsabilité. Ces devoirs incombent, de la même façon, aux forces de police dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'usage, notamment, de leurs « armes » de dissuasion. Ces principes de base de toute vie collective semblent malheureusement plongés dans un dangereux oubli. Chacun se souvient du drame du barrage de Sivens où l'on a vu se superposer les images d'un CRS aux vêtements enflammés par un cocktail molotov qui lui avait été adressé et celui, tragique, d'un manifestant, Denis Fraisse, piégé mortellement par la chute d'une grenade offensive entre son dos et son sac. Depuis l'usage d'une telle arme a été interdite et la construction de la retenue d'eau annulée (même si elle a été remise à l'ordre du jour en juillet).

Pour sortir des effets délétères de cette relation miroir mettant chaque protagoniste dans une totale interchangeabilité, il faut d'abord rappeler qu'il n'est pas possible de mettre sur un même pied d'égalité l'individu-citoyen dans la revendication de ses libertés d'agissement et le policier ou l'autorité agissant dans le cadre de maintien l'ordre républicain. Cette dernière obéit à une mission publique alors que les premiers sont portés par des choix de mode d'actions qui leur appartiennent. Le dicton populaire, « *la liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres* » reprend un écho les termes de l'article 4 de la Constitution de 1789 : « *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi* ».



agoravox.fr

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés, et qui explique la stérilité de nos débats, tient à l'impossibilité de sortir d'un discours qui ne soit pas fait de réduction binaire. Nous sommes, à chaque fois, sommés de nous situer soit du côté de la défense absolue des libertés entraînant la condamnation automatique de tout acte de répression policière, soit dans un soutien sans faille des forces de maintien de l'ordre, nous taxant vite de complicité face à un dangereux glissement de notre pays vers des modèles fascisants.

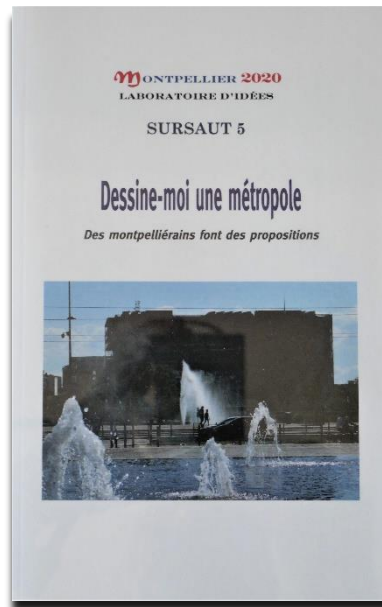
La seule voie qui reste possible à un « démocrate » reste de rappeler chacun à ses devoirs de vigilance face à la fragilisation « idéologique » des rapports entre « droit » et « devoir » qui mine notre contrat social. Si nous élargissons notre regard aux démocraties qui nous entourent et, de façon plus large, aux divers gouvernements mondiaux qui règnent sur notre planète nous devons constater que les valeurs démocratiques qui fondent le contrat social sont aujourd'hui menacées. Dans un monde marqué par les effets d'une mondialisation aux mains des tenants des intérêts du seul ultra-libéralisme et par les tentations de replis nationalistes, les voies des systèmes représentatifs semblent ne plus suffire à garantir la solidité de nos institutions et des valeurs qui les fondent. L'analyse du livre de Jérôme Fourquet proposé en fin de Lettre est, à ce titre, instructive.

Pour mieux défendre l'humanité de nos liens, sachons cultiver nos intelligences plutôt que nos instincts. Sachons nous préserver de toute complaisance ou facilité primaire dans l'analyse des événements. Apprenons à lire les images plutôt qu'à les subir. Chacun, qu'il soit dans son exercice citoyen, dans sa

fonction de responsable politique ou d'agent républicain, doit toujours garder en esprit que la vie en commun de tout groupe humain est faite de droits et de devoirs. Lorsque l'une des deux obligations s'exerce au détriment de l'autre, c'est l'humanité même qui est en danger.

"Dessine-moi une métropole"

Sursaut 5



Voilà presque un an que l'équipe de Montpellier 2020 a mis ses ateliers au travail pour préparer un nouvel ouvrage de réflexions et de propositions à destination des montpelliérains et des habitants de son grand périmètre (Métropole et communes avoisinantes) dans la perspective des élections municipales du printemps prochain : « *Sursaut 5 : dessine-moi une Métropole* ». Il doit intéresser tout particulièrement celles et ceux qui s'engageront sur les diverses listes futures, ou les soutiendront.

Rappelons que notre laboratoire d'idées est né il y a déjà 8 ans, à l'aube du dernier scrutin municipal. Nous avons alors publié un premier Sursaut « *Une métropole à la recherche de nouvelles ambitions* ». Depuis nous avons proposé 5 autres ouvrages, dont deux consacrés à la mise en place de la nouvelle Région. Notre ambition est restée constante au fil de ces années : conduire collectivement, une réflexion prospective sur notre territoire et la traduire en orientations, en suggestions, en projets en dehors de tout esprit partisan, ni allégeance d'aucune sorte.

Nous avons retenu 11 thèmes :

- *La métropole et les centralités secondaires,*
- *Démocratie et gouvernance,*
- *Finance, fiscalité,*
- *Urbanisme, environnement, logement,*
- *Développement économique,*
- *Transports et Mobilité,*
- *Sport,*
- *Santé, précarité et vivre ensemble,*
- *Culture,*
- *Ville intelligente,*
- *Pour une transversalité verte.*

Dans une *Postface* finale nous abordons 3 autres thèmes que nous n'avons pas développés mais qui nous paraissent hautement importants : *la lutte contre l'échec scolaire, la propreté et la sécurité, le tourisme*. Nous avons, en effet, préféré renoncer à traiter avec exhaustivité toutes les questions ayant trait à notre communauté métropolitaine. Nous avons choisi de limiter notre apport aux thèmes où nous pensions pouvoir rassembler des avis pertinents en fonction de nos propres compétences.

Chaque chapitre se clôt sur des propositions concrètes, soit environ 80 au total. Nous avons pris ce risque même si nous savons qu'il peut ouvrir à la facilité des critiques ponctuelles. Notre vocation de « think tank » ne peut se limiter au seul plan conceptuel, il doit aussi proposer leur concrétisation dans la vie de tous les jours. Une idée ne peut exister qu'incarnée.

- **Montpellier 2020 vivant uniquement des cotisations de ses membres, nous demandons une participation au coût de l'édition de Sursaut 5 à ceux qui sont intéressés par sa lecture. Les formalités sont en dernière page de cette Lettre sur une page qui peut détachée et envoyée.**
- Sa mise en pages et son suivi de fabrication ont été réalisés par **Champ social éditions**.

Deux chroniques de Gérard DORIVAL :

Les vraies leçons à tirer de la disparition de Steve



ouest-france.fr

La personnalité attachante de Steve est de nature à aggraver la charge émotionnelle liée à sa disparition : sa famille et ses amis déclarent cependant, avec courage et dignité, ne pas se reconnaître dans les manifestations de "soutien" largement développées par opportunisme politicien, le jeune Steve étant étranger à tout mouvement de couleur jaune ou « médiapartial dégaïste », visant à mettre sur le dos du pouvoir, par nouvel effet d'aubaine, une très malheureuse initiative, en l'occurrence à priori inopportune et semble-t-il disproportionnée de maintien de l'ordre. La récupération, sans vergogne, à d'autres fins de ce triste décès illustre l'amoralité de ceux qui, donneurs de leçons permanents à la vertu auto-proclamée, prétendent à l'exemplarité, au mépris de la plus élémentaire décence. Certains mouvements politiques ne sont pas en reste, notamment l'un d'entre eux, pour tenter de redorer leur blason électoral bien terni. La démagogie et le populisme sont hélas au rendez-vous, mais pas la démocratie, sous sa forme représentative, en fait ardemment combattue, dans la perspective de faire sauter l'Etat de droit et conférer aux réseaux sociaux et aux référendums d'initiative populaire le soin de régir notre vie citoyenne ! Les lâches destructions des permanences parlementaires relèvent d'une même irresponsabilité basique, affligeante de violence intolérante.

Que dire des GJ et autres "black blocs" qui, indistinctement, se réclamant honteusement de la mémoire usurpée de Steve, proféraient à l'égard des "flics", les sordides vindictes, selon un comportement sauvage ou animalier " tout le monde déteste la police" ou " suicidez-vous !" Ces piètres et sinistres slogans en disent long sur le niveau de citoyenneté de ces prétendues victimes d'une répression qui n'arrive pas, de

semaine en semaine, à en venir à bout, sous les applaudissements ou la complicité sournoise d'acteurs de circonstance.

L'opération de maintien de l'ordre ponctuant une nuit festive en décibels et en alcoolémie aggravée, s'est traduite, beaucoup plus tardivement que prévu initialement par l'arrêté municipal, après de multiples jets de projectiles et d'insultes, peu relatées par les médias, par un ordre de dispersion beaucoup retardé à bout de patience renouvelée, ayant entraîné, faute de barrières de sécurité, un plongeon dans la Loire de plusieurs fêtards et semble-t-il de Steve, non nageur, dont le téléphone portable ne répondait plus cependant depuis longtemps, bien avant l'intervention des forces de l'ordre.

Les enquêtes administratives et surtout judiciaires tenteront d'éclaircir la situation dont les médias à œillères ont d'emblée, d'autorité, avant toute enquête, élucidée comme le résultat d'une charge policière. La fonction de l'IGPN donne lieu légitimement à cet égard aux critiques et quolibets. Prise entre deux feux, elle a le mauvais rôle, suspectée en permanence d'avoir un regard biaisé et partisan à l'égard de collègues qui sont saturés et épuisés physiquement et mentalement. Son statut devrait impérativement évoluer pour rendre cette institution, indispensable, indépendante du pouvoir politique. Il en va de la restauration de l'image de la police, mise à mal par de longs mois d'affrontements avec les gilets jaunes dont les formes de manifestation erratiques, souvent non déclarées, sont à l'origine de multiples usages débridés de la force ayant occasionné nombre de mutilations, ce qui est insupportable et inacceptable. Un site spécialisé, dont l'auteur a été invité, promotion dont il se gourmande, comme référent aux rencontres de Pétrarque de Montpellier, uniquement à charge, non bienveillant, en tient un compte récapitulatif de greffier, et en fait ouvertement son miel, voire un fonds de commerce peu reluisant de pratique journalistique douteuse, les violences subies à l'inverse par la police étant éludées, ce qui constitue une malhonnête intellectuelle manifeste et fait perdre à la démonstration une grande part de sa crédibilité.

L'image de la police s'est dégradée bien qu'un sondage IFOP récent la crédite encore de plus de 60% d'opinions favorables : chacun en déterminera la ou les responsabilités, la plupart du temps de façon univoque, selon son idéologie. D'aucuns, par haine primaire, s'en réjouissent ouvertement. Une république saine doit veiller à renouer ce fil distendu. Il s'agit de fraterniser et non d'invectiver. Une paix sociale, chacun voyant hélas midi à sa porte, est un préalable certes politique mais surtout citoyen.

Il y a donc, au moins, deux leçons à tirer de ce drame insupportable. Le discernement s'impose pour trouver une issue équilibrée de nature à redonner du sens à la sécurité républicaine qui, contrairement à certaines apparences superficielles, constitue la première priorité de nos concitoyens.

Les "supporters"



© Philippe Geluck - Le Chat à Malibu - 1997

Dessin de GELUCK

"ON" a gagné ! et, à l'inverse, "ILS" ont perdu ... La première posture est de voler au secours de la victoire en se l'attribuant accessoirement. La seconde est, sauf exception, de se désolidariser d'une défaite et si elle se reproduit, en ne se reconnaissant plus à terme dans l'objet de culte contemplatif de leur équipe. Ainsi vont les attitudes des "supporters" qui outre leurs encouragements, non négligeables, en tribune, et gesticulations de toutes natures, brûlent (parfois au sens propre !) ce qu'ils ont auparavant adoré. Certains groupes de supporters, plus structurés et plus sincères dans leur attachement (j'en connais), résistent aux aléas temporaires et conjoncturels en se montrant indéfectibles dans leur soutien résolu.

Le "supporter" se regarde en fait dans un miroir, en s'assimilant à une équipe, un club ou une sélection nationale, et en s'identifiant, par transfert, à sa réussite et plus rarement effectivement à son échec. Il en va de même des fameux "selfies", la présence en photo aux côtés d'une célébrité relevant d'une recherche identique d'identification pourtant décalée, dérisoire, artificielle et non signifiante.

Les "supporters" vivent en meute, souvent bariolée et toujours grégaire. Au foot, ils sont « parqués », ce qui, au titre du genre humain, est dégradant mais ils semblent ne pas en avoir cure, tout occupés à invectiver les adversaires avant même d'encourager leur équipe.

Au Rugby, aucune mesure de ce type, l'éducation sportive et sociétale du public étant de part et d'autre partagée. De même pour les sports de salle où des "chaudrons" existent pourtant : le respect y est mutuel. J'ai quitté à la mi-temps il y a quelques mois un derby, en compagnie d'un ami très sportif, décédé il y a peu, auquel je rends hommage : la haine entre "supporters", envahissant le terrain, pour des motifs pitoyables, nous était insupportable.

Soutenir « son » équipe est légitime. Insulter l'adversaire et surtout l'arbitre, exutoire favori, "invité" régulièrement à rejoindre les lieux d'aisance, selon une formule remontant à la nuit des temps (du foot), meurtrit le sport et son esprit, en desservant gravement son image.

Certains journalistes, par populisme, attisent ces tensions malsaines en surenchérissant au lieu de modérer. La « VAR », arbitrage vidéo, est devenue la tête de turc, alors qu'elle délivre la preuve irréfutable, au contraire des décisions arbitrales sujettes à caution et sources auparavant d'infinies controverses. Un titre journalistique "VAR 1- Equipe X 0" m'a choqué, la vidéo n'étant considérée valable qu'à sens unique ! En fait, les analystes de pacotille et de l'immédiat préféreraient, comme avant, s'en prendre à l'arbitre, victime expiatoire et entretenir des polémiques prolongeant une dramaturgie de café du commerce.

La frénésie soudaine et récurrente envers les équipes de France, condamnées à gagner, s'affiche en titres "franchouillards" disproportionnés et largement contre-productifs.

Habitué des enceintes sportives, je soutiens avec ferveur ou retenue, selon les circonstances, les équipes de Montpellier, (mais pas que), ainsi que les équipes de France sans m'identifier outre mesure, l'enjeu du sport dépassant le positionnement d'un ego que j'estimerai déplacé.

Je ressens satisfaction ou insatisfaction et l'exprime mais ne me sens pas personnellement grandi ou diminué selon le résultat.

L'observation du phénomène de l'inconditionnalité des "supporters" m'interroge. Sans être représentatifs de l'ensemble de la population, ils mêlent cependant plusieurs couches sociales, ce qui ne laisse pas d'être inquiet par ailleurs quant à la validité de la citoyenneté.

En contre-point, le phénomène est largement partagé par tous les pays, à l'excès pour un certain nombre d'entre eux.

Des mesures coercitives à l'égard des nuisances occasionnées, peuvent être envisagées : c'est déjà le cas avec interdictions de stade, interdictions de déplacement. Malheureusement, rien ne semble arrêter ces forcenés, dont le sport est un prétexte, un vecteur identitaire de petit pied, pour rechercher l'affrontement, avec les frustrations, sources de violence, qui ne peuvent qu'en découler.

L'initiative de parlementaires de proposer d'autoriser la vente d'alcool dans les stades, afin de procurer de nouvelles recettes aux clubs, aurait à cet égard des conséquences comportementales désastreuses. La ministre de la Santé et la ministre des Sports, heureusement, s'y opposent.

Les dirigeants diront à juste titre que le spectacle sportif dans des cathédrales trop silencieuses ou moins exubérantes attireraient moins les spectateurs et surtout les médias et les sponsors. Certes, mais

s'accommoder de la situation actuelle, avilissante à bien des égards, apparaît, à terme, de nature tout aussi régressive.

Hommage à Jacques NICHET

Jacques NICHET est décédé le 29 juillet à l'âge de 77 ans.

Il a dirigé le Centre National du Théâtre de Montpellier pendant 10 ans, de 1986 à 1996. C'est lui qui l'a baptisé *Théâtre des 13 vents*. Nous ne pouvons que nous réjouir que la scène ait retrouvé ce nom après l'intermède des 4 ans de *l'Humain Trop Humain* de Rodrigo Garcia.

A son arrivée, Jacques NICHET prenait la difficile succession de Jérôme SAVARY. Tout pouvait sembler opposer les deux metteurs en scène. A la fantaisie débordante et à l'égo démesuré de l'un faisait ce qui pouvait apparaître comme austérité et effacement chez l'autre. Pourtant les deux avaient en commun d'être des créateurs des années 1968 et représentaient, en fait, deux faces complémentaires d'un même renouveau théâtral.



Jacques NICHET (blog. culture31)

Universitaire, issu de Normal Sup et agrégé de français, Jacques NICHET commence sa carrière en 1968. Avec Didier BEZACE et Jean Louis BENOIT, il installe en 1972 sa troupe universitaire, *l'Aquarium*, à la Cartoucherie d'Ariane MOUCHKINE. Son théâtre est délibérément ouvert à l'actualité et aux auteurs contemporains. Il propose des mises en scène souvent étalées en largeur et partagées en deux niveaux, un peu à la manière du cinémascope. Les montpelliérains gardent encore en mémoire *La savetière prodigieuse* de Lorca, *Le rêve de d'Alembert* de Diderot, *Le Monstre aimé* de Javier TOMELO, *Le Magicien prodigieux* de Pedro CALDERON de la Barca, *Sik-Sik*, *Le Haut-de-forme* d'Eduardo De FILIPPO, *Domaine ventre* de Serge VALLETTI ou *Le baladin du monde occidental* de Synge, pour qui TOPOR avait réalisé une superbe affiche. En 1996, il transporte à Avignon sa mise en scène de *La tragédie du roi Christophe* d'Aimé CESAIRE et reste, encore à ce jour, le seul metteur en scène à avoir proposé un auteur noir dans la Cour d'honneur du Palais des Papes.

Il passera ensuite 10 ans au Théâtre National de Toulouse avant d'aller au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers qu'il quitte avec ces mots : « *dans le métier, il est de coutume d'exercer jusqu'à 70 ans. À 65 ans, j'ai senti qu'il fallait boucler un cycle, j'ai décidé de me surprendre moi-même en forçant le destin... La vie n'est intéressante que si elle est surprenante !* ».

Merci Jacques NICHET pour tous les moments intenses qu'il nous a permis de partager.

Notes de lectures :

« *L'archipel français, Naissance d'une nation multiple et divisée* »

Jérôme FOURQUET

Jérôme FOURQUET directeur du département « opinions et stratégies d'entreprise » à l'institut de sondages IFOP est connu du grand public car ses compétences en analyse politique sont régulièrement sollicitées par les médias de radio ou de télé. Il a publié au printemps une longue étude sur l'état politique de la France intitulée *L'archipel Français, naissance d'une nation multiple et divisée* (éditions du Seuil). Un archipel est défini comme un ensemble d'îles relativement proches les unes des autres et regroupées sous une même appellation. Le travail de Jérôme FOURQUET montre que la société française tend à se composer de populations vivant de plus en plus à l'écart les unes des autres tout en entretenant des rapports entre elles. Cette archipellisation est née dans les années 1960 et succède à une longue période de relative stabilité du tissu collectif malgré les différents conflits guerriers ou institutionnels traversés. Pour l'auteur, cette continuité était assise sur une « *matrice catho-républicaine* » qui structurait et liait en profondeur notre société grâce à un partage d'un socle de valeurs culturelles et sociales. L'irruption du communisme au début du XXe siècle n'y avait rien changé : l'attachement à ses doctrines s'y était tout à fait intégré.

Jérôme Fourquet

L'archipel français

NAISSANCE D'UNE NATION MULTIPLE ET DIVISÉE

OÙ ALLONS-NOUS ?

SEUIL

Les années 1960 marquent le début de cette dislocation sociale. Elle va s'accélérer à partir de 1980. La pratique religieuse chute très brutalement. Les structures familiales éclatent ; divorces et naissances hors mariage deviennent des pratiques courantes. L'empire soviétique se lézarde. L'avènement de la « *société de consommation* » signe l'entrée en scène d'un nouveau citoyen « individu » régnant au détriment du collectif. Jérôme Fourquet en repère quelques signes marqueurs qui peuvent sembler très divers : l'IVG, la décrispation du regard sur l'homosexualité et sur la PMA, l'incinération, le tatouage, le travail le dimanche, la défense de la cause animale, fin du service militaire ... et le déclin du prénom « Marie ». Tous ces phénomènes signent, à ses yeux, la fragmentation du tissu social collectif au bénéfice de la constitution de multiples « archipels » créant des appartenances nouvelles. L'effondrement des modèles religieux et idéologiques (catholicisme et communisme) a gagné les institutions politiques et représentatives. Aussi bien partis, qu'élus ou syndicats, ils sont tous marqués désormais d'une forte perte d'audience et de fiabilité.

En même temps, l'immigration a commencé à pénétrer les rapports et les institutions dans la société. Les « immigrés » (souvent de deuxième génération) sont de plus en plus présents dans des revendications et représentations sociales ou syndicales. Les émeutes urbaines de 2005 ont marqué un nouveau rapport avec les « banlieues ». Les rassemblements « *bleu, blanc, rouge* » après la victoire de l'équipe de France de football en 1998 ou du « *nous sommes tous Charlie* » après les attentats de 2015 n'ont été que de surface : ils n'ont pas eu le même écho dans tous les quartiers ou communes de notre pays.

Un nouveau processus de constitution d'élites s'est, parallèlement, mis en place. Le cœur des métropoles est de plus en plus réservé aux seuls cadres. Le sommet de ces élites s'internationalise. Il pratique aussi bien l'exil fiscal que celui des domiciliations. Un clivage de « culture » se renforce entre les classes supérieures et les catégories populaires créant des « archipels » de plus en plus distants.

Politiquement, ces bouleversements se sont traduits par un nouveau découpage des appartenances partisans. Les classes dites « ouvrières » ne se retrouvent plus guère dans les partis traditionnellement dits de gauche et choisissent plutôt les extrêmes que représente l'ex-Front National. Le clivage semble s'opérer désormais entre les tenants d'une ouverture au monde et ceux qui demandent, au contraire, plus de protection économique, identitaire et sécuritaire. Il concurrence désormais la vieille séparation gauche/droite.

L'arrivée d'Emmanuel Macron sur la scène politique a joué le rôle d'un véritable catalyseur : il a précipité la vitesse de la réaction d'un changement politique souterrain depuis 4 décennies. « *L'élection présidentielle de 2017, écrit Jérôme Fourquet, a provoqué un véritable big-bang politique. Mais à l'instar des séisme majeurs, elle n'est que la résultante de mouvements tectoniques qui travaillaient souterrainement depuis des années* ». Le scrutin a « *redessiné la physionomie de l'archipel français, des îles émergeant quand d'autres disparaissaient quasi intégralement des flots* ».

Dans le découpage de cet archipel, le niveau d'éducation semble jouer un rôle structurant. Au premier tour des élections les français n'ayant pas le bac ont voté à 31% pour Marine le Pen et seulement 17% pour Emmanuel Macron, alors que les diplômés de Bac+2 n'ont voté qu'à 8% pour la première et 35% pour le second. Ces chiffres peuvent être rapprochés d'autres : les français ayant le sentiment d'un déclassement social traduit par le sentiment que ses parents vivaient mieux qu'eux ont voté Marine Le Pen dans le même pourcentage que le précédent. Ceux qui ont le sentiment inverse ont voté Macron. Des derniers chiffres complètent ce tableau. Les Régions ayant le sentiment de déclin et de retard ont choisi le FN alors que celles ayant le sentiment inverse ont voté pour le Président actuel.

Un nouveau paysage politique se dessine sous nos yeux, repérable dans quelques constats. Les français de l'étranger ont voté pour Macron à 40,4%, sans doute plus sensibles à l'ouverture au monde. Après un an d'exercice de mandat du nouveau Président, 59% des cadres étaient satisfaits contre seulement 34% d'ouvriers. Fourquet y voit l'apparition d'un nouveau « *bloc libéral-élite* ». La représentation parlementaire a également changé : elle est plus rajeunie et plus féminine. La « *société civile* » y est entrée en force. Les classes moyennes sont, en revanche, moins représentées (23% contre 37% dans la précédente Chambre). En revanche les classes populaires ont gagné 1 point passant de 7 à 8%, alors que les classes supérieures sont passées de 56 à 69%.



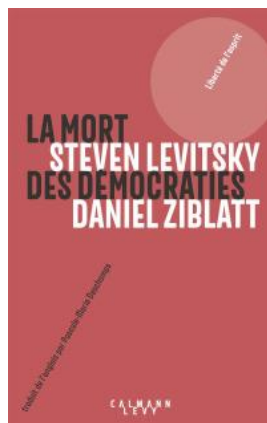
evasion-online.com

Le clivage entre les grandes agglomérations et les zones péri-urbaines et rurales s'est accentué. Ce n'est pas pour rien que plus on s'éloignait des grandes agglomérations, plus on a trouvé des gilets jaunes. Ce bouleversement de la géographie politique s'est accompli sur fond du déclin profond des partis politiques traditionnels. La France Insoumise n'a repris que peu du terrain perdu par le PC. Il n'a pas réussi à enrayer le processus de déclin du communisme au profit du FN. Le Parti Socialiste était devenu au fil des ans un parti d'élus et s'était constitué un écosystème à partir de la maîtrise des collectivités locales et des structures gravitant autour. Après le choc des présidentielles, celui des législatives peut être considéré comme un début d'un désastre. Les classes moyennes et populaires ont déserté la Droite désormais amputée de son électorat traditionnel.

Cette recomposition frappe les équilibres internes des territoires. Dans l'Hérault, par exemple, les plaines et le littoral ont voté fortement FN, après avoir voté longtemps PC puis PS. Son arrière-pays, en revanche, est demeuré davantage fidèle à la gauche.

Ce redécoupage du lien social structure de nouvelles « *coalitions sociologiques* » : elles prennent au dépourvu des structures républicaines traditionnelles qui peuvent paraître bien usées par le temps. Jérôme Fourquet, conclue en notant combien cette archipellisation, et les bouleversements qui en naissent, est susceptible de créer de fortes réactions anxieuses. Le succès d'œuvres aussi de penseurs aussi divers que peuvent l'être Eric Zemmour ou Michel Houellebecq en sont un symptôme.

« *La mort des démocraties* » Steven LEVITSKY et Daniel ZIBLATT



Trump, Boris Johnson, Poutine, Xi Jing ping, Kim Jung hu, Bolsonaro, Salvini, Maduro, Orban, Duterte ... La déjà longue et lugubre liste s'égrène de jour en jour et apparaît devoir croître et embellir à la faveur du déclin des démocraties.

La lecture de l'ouvrage, *La mort des démocraties* de Steven Levitsky et de Daniel Ziblatt, professeurs de sciences politiques à Harvard (Février 2019, chez Calmann-Lévy) constitue un livre de référence pour comprendre les dérives libérales du gouvernement Trump : par parenthèse les débats franco-français apparaissent pour le moins dérisoires.

Les démocraties ne meurent plus comme naguère avec des coups d'Etat et des tanks dans la rue. Les gouvernements autoritaires s'installent désormais au pouvoir à la suite d'élections régulières.

Commence alors un processus discret de démantèlement des institutions démocratiques qui remet en cause l'indépendance de la justice, limite la liberté de la presse, noyauté les instances arbitrales et redécoupe de manière partisane la carte électorale.

Les institutions démocratiques ne peuvent se défendre toutes seules mais doivent promouvoir par leur propre comportement la tolérance et la retenue. Afin d'enrayer les comportements de guerre civile.

Les développements portent sur l'Amérique, mais pas seulement : le Venezuela, le Pérou, l'Europe ...

Le style n'est pas tapageur mais sobre : l'enjeu, considérable, ne le supporterait pas.

Gérard DORIVAL

RAPPEL :

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com ou joseph.mornet6@orange.fr

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ... Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr



Participation financière à
Sursaut 5, Dessine-moi une Métropole

Monsieur, Madame (ou raison sociale) :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Achète : _____ exemplaire(s) de l'ouvrage *Sursaut5, Dessine-moi une Métropole*

() - à 5 euros l'exemplaire, tarif adhérent

() - à 10 euros l'exemplaire pour les non-adhérents

(Cocher la case correspondante)

Coût d'envoi : 4 euros jusqu'à 3 exemplaires groupés

Coût TOTAL :

La demande doit être adressée à :

Joseph MORNET,

Le Jardin aux Fontaines F2,

9 rue de Nazareth,

34090 MONTPELLIER

et accompagnée d'un chèque du montant total établi à l'ordre de : *Association Montpellier 2020*